

# LE GÂCHIS ET L'IMPASSE

Les legalistes de Madrid et les indépendantistes de Barcelone campent sur leurs positions après le référendum d'indépendance de la Catalogne. Aux premiers, le soutien prudent des Européens, aux seconds le bénéfice de la victimisation. A quand le dialogue ?

PAR GÉRALD PAPY

**A**u soir d'une journée dont les spectateurs du monde entier ont retenu les violences policières contre les votants du référendum d'indépendance de la Catalogne, le FC Barcelone de Lionel Messi a affronté l'équipe de Las Palmas dans un stade du Camp Nou sinistrement vide, climat de tensions oblige. L'agitation extrasportive n'a pas empêché les Blaugrana de défaire leurs adversaires des Canaries par un confortable 3-0. C'est sur un autre terrain que la résistance des joueurs de Las Palmas a été davantage remarquée : leur traditionnel maillot jaune était flanqué d'un discret drapeau de l'Espagne accolé à la date devenue emblématique du 01-10-2017, signe de leur fidélité à la Constitution espagnole et de leur opposition au démembrement du pays. Dans une couverture audiovisuelle où le gouvernement de Madrid est, d'autant plus depuis dimanche dernier, affublé du costume du méchant et l'exécutif catalan de l'image de la douce colombe, l'anecdote rappelle qu'à la légitimité démocratique des Catalans s'oppose celle d'une majorité d'Espagnols qui refusent que le pays perde une de ces régions autonomes et... le Barça. Le président du club Josep Maria Bartomeu a été bien en peine, mardi 3 octobre, de préciser l'avenir du joyau sportif catalan en cas de sécession.

## La fort active diplomatie espagnole

Pas étonnant que l'Espagne reste un des cinq pays de l'Union européenne à ne pas avoir reconnu l'indépendance du Kosovo proclamée en 2008 et à laquelle l'Union des associations européennes →

→ de football (UEFA) a donné huit ans plus tard une forme de caution en l'acceptant comme membre de ce cénacle à forte visibilité. La crainte de la contagion du séparatisme, voilà un puissant carburant des Etats mosaïques. C'est elle qui mobilise aujourd'hui la Turquie et l'Iran, à coup de représailles économiques douloureuses, contre le désir d'indépendance des Kurdes d'Irak. Elle aussi qui explique l'extrême prudence des leaders des Etats

européens et des dirigeants de l'Union depuis la tenue du référendum. « Il y a toujours la peur d'un effet domino, d'une ouverture de la boîte de Pandore des nationalismes régionaux, analyse Vincent Laborderie, chercheur en sciences politiques de l'UCL (*lire aussi page 60*). De nombreux Etats européens connaissent ce genre de mouvements, même s'ils n'ont pas la même force ni la même radicalité qu'en Catalogne. Mais au-delà de cette crainte, il faut voir dans ce mutisme le résultat de l'action de la diplomatie espagnole. Celle-ci a sensibilisé très en amont les dirigeants européens sur cette question et s'est assuré qu'il n'y ait que très peu de soutiens étrangers. »

Parce qu'il est rompu, lui-même, aux manœuvres d'un mouvement nationaliste ou malgré cela, le Premier ministre belge Charles Michel a été le premier des responsables européens à critiquer la répression par la police espagnole des participants au référendum. Pour le coup, il a anticipé la réaction de la Commission européenne qui a rejeté la violence comme « instrument politique ». C'est à la fois le minimum – moral – et le maximum – politique – qu'elle pouvait s'autoriser, selon le sacro-saint principe du respect de l'Etat de droit et des frontières des Etats-nations. La Commission

a donc appelé au dialogue et soutenu le gouvernement de Madrid, exprimant la confiance qu'elle portait au « leadership de Mariano Rajoy » pour trouver une solution négociée à la crise. Cette confiance est-elle bien placée ? On peut en douter à observer l'autisme dans lequel le Premier ministre espagnol semble se murer malgré sa fragilisation, en dépit de la gravité des incidents liés au référendum et de l'approfondissement du gouffre ainsi creusé entre les Catalans et une majorité d'Espagnols.

## Le contre-exemple québécois

Pour mieux comprendre encore l'impasse actuelle entre Madrid et Barcelone, Nicolas Schmitt, chercheur à l'Institut du fédéralisme de l'université de Fribourg (*lire aussi page 61*), cite le cas québécois comme contre-exemple salutaire au legalisme obsessionnel de Mariano Rajoy. « Le Canada a très bien su gérer la crise du Québec en prenant la mesure du problème et en autorisant un référendum d'indépendance pour autant que la question posée soit claire et que le résultat requis soit d'au moins 55 % de « oui » pour éviter une bipartition du pays, décrypte le spécialiste. Depuis, il me semble qu'on n'entend plus beaucoup parler du séparatisme québécois. La solution aurait pu être adoptée par Mariano Rajoy avec une quasi-certitude que la Catalogne aurait refusé l'indépendance. Car aucune région n'a intérêt à une sécession en tant que telle. Bien considérée et heureuse, une région est mieux dans son pays. »

En attendant, les indépendantistes peuvent considérer avoir engrangé des munitions supplémentaires pour leur combat. Le président de la Generalitat Carles Puigdemont l'a bien compris, lui qui a réclamé une médiation internationale, inacceptable en l'état par Madrid. Cet appel suggère que le processus d'indépendance ne sera pas enclenché rapidement. Celui-ci requiert une déclaration du parlement régional et l'entrée en application de la « loi de transition

juridique et fondatrice de la République. Bref, les indépendantistes, aussi, ont incatalane» votée le 6 septembre dernier. téré à privilégier une voie négociée, Elle prévoit notamment le contrôle des d'autant que le référendum ne s'est pas frontières de la région, la mise en place soldé par un triomphe : 90 % de votes d'un pouvoir judiciaire propre ou encore favorables, certes, mais 42 % de participation seulement et une régularité mise de transferts des biens de l'Etat. Autant de sujets de confrontation avec Madrid. en cause. ♦

# « UNE MÉDIATION, SI MADRID L'ACCEPTE »

Pour le chercheur en sciences politiques de l'UCL  
Vincent Laborderie, difficile de concevoir un dialogue  
entre les dirigeants actuels à Madrid et à Barcelone.  
Mais les urnes peuvent en décider autrement.

## ENTRETIEN : GÉRALD PAPY Quelle est la marge de manœuvre de l'Union européenne pour apaiser la tension entre Madrid et Barcelone ?

Elle est assez faible puisque l'Espagne est un Etat membre. On parle parfois de la Commission européenne comme médiateur mais il ne faut pas oublier qu'il y a un commissaire espagnol et que certains collaborateurs du président de la Commission Jean-Claude Juncker sont également espagnols et proches du Parti populaire (quand ils n'en sont pas membres). On voit ici que l'UE est plus que jamais une union d'Etats et ne place pas les régions et les Etats sur un pied d'égalité. Il faut aussi souligner qu'une médiation ne peut efficacement se faire que si les deux parties l'acceptent. Jusqu'à présent, le gouvernement espagnol l'a toujours refusée et il n'y a pour l'instant pas de signe qu'il change d'avis.

### Le fossé creusé entre les Espagnols et les indépendantistes après la

### journee du dimanche 1<sup>er</sup> octobre et ses violences ruine-t-il toute possibilité de dialogue futur ?

Effectivement, il est difficile d'imaginer un dialogue entre les dirigeants actuellement au pouvoir à Madrid et à Barcelone. Mais les choses peuvent changer à ces deux niveaux. Au niveau espagnol, il faut avoir à l'esprit que Mariano Rajoy sort extrêmement affaibli de cet épisode alors qu'il dirige un gouvernement minoritaire au Parlement. Celui-ci n'a pu

être investi que parce que le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) s'est abstenu pour permettre une sortie de crise après deux élections de suite. Sa gestion de la crise catalane pourrait provoquer la chute du gouvernement à court ou moyen terme. Côté catalan, il est aussi possible que les indépendantistes convoquent des élections régionales avant de déclarer l'indépendance de manière unilatérale. Ils espéreraient sortir renforcés des urnes mais qui sait ? Enfin, il

faut voir que la déclaration unilatérale d'indépendance n'est pas une solution : quasiment aucun des Etats européens ne reconnaîtrait le nouvel Etat. Il faudra bien dialoguer à un moment.

### Quelles conséquences aurait au plan européen une déclaration d'indépendance de la Catalogne ?

Une grande confusion et un affaiblissement de l'Union européenne. Celle-ci est souvent présentée, à raison, comme la garante de la paix et de la stabilité sur le continent et là, elle aurait échoué à prévenir la violence voire la sécession.

### Catalogne, Ecosse, Flandre... Le mouvement naturel des nations ne mène-t-il pas à l'émergence de nouvelles entités ? Modifier les

### frontières, est-ce si dangereux ?

La création de nouveaux Etats est un phénomène de plus en plus rare. Ainsi, il n'y a eu que quatre nouveaux Etats créés depuis 1993. La raison en est précisément que le système international est très conservateur : le respect de la souveraineté des Etats est un principe cardinal et l'on craint qu'une indépendance obtenue trop facilement ne donne des idées à d'autres. A mon sens, il n'y a pas de « mouvement naturel » qui mènerait à la création de nouveaux Etats. En revanche, on observe une tendance à davantage d'autonomie pour certaines régions et des tensions à l'intérieur des Etats pour obtenir cette autonomie. Mais les demandes indépendantistes sont à l'arrivée assez rares et toujours le fruit de circonstances exceptionnelles. ♦

# « LA SEULE ALTERNATIVE, LE FÉDÉRALISME »

Chercheur à l'Institut du fédéralisme de l'université de Fribourg, Nicolas Schmitt juge Mariano Rajoy responsable du fiasco en Catalogne pour ne pas avoir su donner corps aux avancées fédérales de l'Espagne.

## ENTRETIEN : GÉRALD PAPY Le référendum sur l'indépendance de la Catalogne est-il l'illustration de l'échec de l'instauration d'un fédéralisme négocié en Espagne ?

Depuis sa Constitution de 1978 et la création d'un « Etat des autonomies » avec des communautés autonomes, l'Espagne était considérée, dans la littérature universelle, comme un quasi-Etat fédéral, si ce n'est une véritable fédération. Mais cela ne veut rien dire si des efforts ne sont pas constamment entrepris pour donner corps à cette notion. Autre cas similaire : l'Ukraine, qui a toujours méprisé ses régions russophones. On a vu le résultat avec la sécession du Donbass. Un tel traitement ouvre la porte à toute manipulation, en l'occurrence venue de Moscou.

### A qui la responsabilité en Espagne ?

Il semble bien que la faute soit à mettre sur le compte de Mariano Rajoy, et pour le pire des motifs : des raisons purement électoralistes. Son gouvernement est minoritaire au sein d'une coalition disparate tenue par un seul « ciment » : une certaine défiance à l'égard de la puissante et orgueilleuse Catalogne. Donc, Rajoy s'est rendu coupable du pire crime que puisse commettre un homme d'Etat : mépriser une partie de sa population pour attirer les flatteries d'une autre. Jouer les Espa-

gnols contre les Catalans au lieu de glorifier la richesse de la diversité. Une attitude désastreuse. Tout remonte à la contestation du nouveau statut de la Catalogne par le Parti populaire de Rajoy, le 31 juillet 2006, devant le Tribunal constitutionnel espagnol. La moitié des articles du statut ont été remis en question. Cette vision ultralégaliste était une faute politique grave. Dans un arrêt rendu le 28 juin 2010, le Tribunal constitutionnel a annulé 14 des articles du statut d'autonomie, sur un total de 223. Pour m'être rendu à Barcelone à cette époque, j'ai vu que les Catalans étaient furieux. A partir de là, la machine infernale était enclenchée, d'autant plus que Rajoy n'avait pas l'intention de faire le moindre pas en direction de la Catalogne. Cela a donné du grain à moudre à tous les opposants. Certes, il semble bien que les indépendantistes catalans ne soient pas des anges et aient bien profité de la situation. Mais la faute incombe au plus fort, le gouvernement national. Maintenant, Rajoy explique qu'il sera miséricordieux envers les Catalans si ceux-ci arrivent à résipiscence : c'est une insulte de plus. Et j'aurais envie de lui répondre : « Nous sommes tous des Catalans ». Car son action est aux antipodes du fédéralisme, qui impose de considérer la diversité comme une richesse et non comme une suite d'obstacles.

## Catalogne, Ecosse, Kurdistan irakien : le séparatisme est-il voué à se répandre ou peut-on lui trouver une alternative ?

La seule alternative est le fédéralisme, qui associe les avantages de l'unité à ceux de la préservation des diversités. Mais cette subtile alchimie est infiniment trop compliquée pour les politiciens contemporains qui sont comme des éléphants dans un magasin de porcelaine et ne veulent pas se donner la peine de soigner comme un bien précieux la richesse des diversités. C'est bien plus simple de tout écraser au nom de la majorité. Pour cette raison, le séparatisme est vieux comme le monde. La liste est longue des régions frustrées d'avoir été trop longtemps soumises, ignorées, marginalisées par un pouvoir central oppressant. Il suffit ensuite d'un leader politique plus charismatique pour souffler sur les braises et créer un véritable incendie. ♦